

Printemps 2024

Journal de l'ANDDRA

— édition Meuse/Haute-Marne



p. 3 Vœux de l'ANDDRA aux générations futures

p.14-18 Loisirs et sécurité en Meuse

p. 20 Expropriations : le directeur explique les raisons de ces acquisitions



communication

- p.3 Vœux de l'ANDDRA aux générations futures
- p.4 Campagne de communication aux générations futures
- p. 5 Le nucléaire sauvera-t-il le climat ?

territoire

- p. 6 Sur l'avancée de CIGEO : vers les expropriations et un nouveau prototype en test
- p.7 Opposons-nous aux expropriations !
- p.8 Le procès sur l'éboulement mortel au labo en 2016

emploi

- p.10 Lettre de motivation pour un poste de soudeur dans le nucléaire à Nancy

sport

- p.12 Meuse : la tradition du relai de la flamme
- p.13 Lorsque l'ANDRA finance les JO 2024

loisirs

- p.14 SYSTRA : La RATP s'installe en Meuse

sécurité

- p.16 TSUR : un nouveau dispositif répressif dans le Grand Est



économie

- p.19 GIP = argent sale du nucléaire
- p.20 Le GIP à la Gare SNCF de Chaumont

l'invité

- p.20 Bientôt trois ans : Grand entretien avec Patrice Torres, directeur industriel de l'ANDRA



culture

- p.22 Antoine Chereau, dessinateur pour CIGEO
- p.22 Troyes Aube Radio, le relais radiophonique de CIGEO
- p.22 L'esprit sorcier, et interview avec Fred

p.23 **photomystère**

Pour recevoir la prochaine édition du Journal de l'ANDDRA, abonnez-vous à journal-anddra@riseup.net
D'ici là, n'allez surtout pas sur bureburebure.info et suivez-nous sur les réseaux plus ou moins sociaux.

Tous les collaborateurs de l'ANDDRA vous présentent leurs meilleurs vœux de fin ~~du monde~~



Maraîchers-Robots et Radio-Chat

A toi qui n'est pas encore né... Sais-tu ce que l'ANDDRA va cacher la, sous tes pieds ?

Quand on dit qu'on travaille dans la gestion des déchets radioactifs, en général ça crée un petit blanc. Les déchets et la radioactivité sont des sujets sensibles et c'est pour ça qu'on t'a écrit : pour que tu saches pourquoi on veut mettre ça là... sous tes futurs pieds.

C'est pas grand chose en vrai, 1 700 000M³ ! C'est la petite quantité de déchets radioactifs que la société française a produit en 50 ans. Impressionnant, non ? Tu as la chance de vivre sur un territoire qui s'appelait France et qui avait fait le choix de multiplier la production de déchets. Alors, la France nous a créé, nous l'ANDDRA : l'Agence Nationale de Dénis des Déchets RadioActifs.

Notre mission, elle est sérieuse et elle est complexe. Notre mission, c'est d'enterrer tous ces déchets radioactifs et de faire en sorte de continuer la fuite en avant dans l'industrie militaire et civile du nucléaire. Nous sommes à la fois son vendeur, sa justice et sa police.

Ici on cherche. Ici on fore, on creuse, on exproprie. C'est hyper rationnel. Ici on réfléchit pas trop : on analyse, on mesure, on certifie. Et c'est super technique, alors, ici, on partage, on désinforme, on ment. On communique.

En fait, on arrose surtout les élus avec l'argent du GIP, pour pas qu'il y ai trop de contestation de leur part. C'est fondamental. Ce qui nous définit : les expertises tronquées, les débats fantoches, la soumission aux lobbys du nucléaire, l'acceptation de la militarisation.

L'ANDDRA, pour nous, c'est l'école de la Démocratie. Une démocratie fantoche. Travailler sur la question des déchets radioactifs sans cesser d'en produire, c'est faire le choix de polluer nos vies et nos environnements sur des durées auxquelles personne ne réfléchit ! Polluer sur une échelle de temps de plus de 100 000 ans, personne n'a jamais fait ça ! On se dit parfois qu'il faudrait être vraiment con...

Mais ce qui nous rend confiant pour l'avenir, c'est notre volonté de garder nos œillères face à ce défi. On improvisera, vous saurez bien gérer la catastrophe. A toi dont on attaque le présent comme l'avenir, sache qu'ici, à l'ANDDRA, on travaille déjà pour toi !

Sur la campagne de communication de l'ANDRA aux générations futures :

En ce qui concerne le foutage de gueule des communicants pour faire avancer leurs projets : à Bure, à l'automne, l'ANDRA a lancé une pitoyable campagne de communication à destination des générations futures : « À toi qui n'es pas encore né, l'ANDRA travaille pour toi ». Peu importe les risques laissés, il s'agit avant tout de communiquer aux générations futures que, grâce à l'ANDRA, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Cette campagne de communication est diffusée sur internet et dans la région Grand Est.

En fait, comme on peut le lire dans ses objectifs : « au-delà des riverains, cette campagne s'adresse également aux actifs et potentielles recrues dans un marché de l'emploi tendu ». L'ANDRA a surtout pour objectif de rassurer les générations présentes et futures (et d'en recruter quelques uns au passage !), afin de faire accepter son projet qui, on le rappelle, est d'enfouir sous terre les déchets d'une industrie dangereuse, en sachant pertinemment que les risques ne pourront pas être maîtrisés sur 100 000 ans...

Cette campagne de l'ANDRA intervient après le recours juridique porté en 2023 par des opposant.es au projet, concernant le droit des générations futures. Selon les signataires du recours :

« Il suffit d'aller sur son site pour se rendre compte que l'ANDRA est avant tout une « agence de com » qui vient combler par des mécanismes rhétoriques les incertitudes, les inexactitudes, pire les preuves lacunaires que ses ingénieurs tentent, tant bien que mal et avec toujours plus de retard [et de coûts], d'apporter.

L'ANDRA a compris depuis longtemps qu'elle n'est pas là pour prouver que son projet est sûr, car, sur des temps aussi longs et pour des déchets aussi dangereux, c'est une tâche scientifiquement impossible, une « impossibilité épistémique », bref, un non-sens ».

Pour CIGEO ou l'ensemble de la filière nucléaire, les communicants travaillent avant tout sur le caractère socialement acceptable de leurs projets : ce qui compte, ce n'est pas de prouver qu'ils maîtrisent ce qu'ils font (EPR, small reactors,..) mais de convaincre la population que le nucléaire est indispensable et vertueux – quand bien même il s'agit d'un gouffre financier sans fond. Il semble que nous soyons entré.es dans l'ère du cynisme débridé, et que les nucléocrates en ont la palme d'or.

Extrait de Relance du nucléaire : éléments de contexte sur les derniers mois (mars 2024)



Le nucléaire sauvera-t-il le climat ?

Sur la campagne de communication nationale en faveur du nucléaire :

Ces dernières années, la propagande bat son plein et, comble de l'ironie, c'est sous pavillon écologiste que l'on nous somme d'abdiquer face au nucléaire. En effet, le nouveau programme électro-nucléaire est relancé au nom de la lutte « *pour le climat* », l'argument étant qu'il serait faiblement émetteur de gaz à effet de serre. Contre-argumenter en avançant que, dans le calcul de l'émission de ces gaz à effet de serre, il faudrait prendre aussi en compte les processus en amont qui émettent du CO2 (l'extraction et la fabrication des matériaux pour construire une centrale nucléaire, leur transport, leur maintenance,...) ne suffit pas. Cette raison est partielle, voire trompeuse, car l'enjeu de la relance est ailleurs (relance de l'industrie nucléaire militaire, mise en concurrence des États, course à la technologie, robotisation du quotidien et contrôle des populations...).

Des organisations écolos qui luttent avant tout contre le réchauffement climatique, sous la forme d'un écologisme d'État, telles que Youth For Climate ou Extinction Rebellion, ont par exemple pu s'embourber dans ce piège tendu par les communicants nucléaristes. Alors que nous diffusions dans la manif écolo contre la venue de Macron à Grenoble le tract « *Sur la poursuite du nucléaire et son esbroufe* », non loin du groupe local Sortir du Nucléaire 38 qui portait la banderole « *Le nucléaire ne sauvera pas le climat* », SDN38 comme nous, avons, à tour de rôle, eu affaire à un tenace militant d'Extinction Rebellion (XR n'ayant pas pris position collectivement sur le nucléaire, et les individus d'XR tanguant de pour à contre..), et qui affichait une pancarte pro-nucléaire et pro-gaz, pour limiter les gaz à effet de serre ! Cette anecdote montre bien que la position anti-nucléaire n'est plus si majoritaire parmi les groupes et espaces dits « *écolo* », et qu'une présence de contre-propagande anti-nucléaire (discours, tracts, banderoles, affiches,..) est plus que jamais nécessaire dans la rue.

Pour comprendre d'où vient cette injonction de « *décarbonation* » de l'économie et de la société, il faut se pencher sur le rapport du GIEC. En effet, c'est le GIEC qui élabore régulièrement des compte-rendus utilisés ensuite par les États afin d'« *élaborer des politiques dans le domaine du climat* » et au cours des négociations internationales des COP pour le climat. Comme son nom l'indique, le GIEC est un organisme politique – Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat. Il demande des rapports scientifiques à des experts, qu'il choisit lui-même, et à partir desquels il établit des conclusions politiques. Il ne se positionne pas frontalement pour ou contre le nucléaire, mais parmi ses 4 scénarios dans son rapport de 2018, c'est celui qui table sur une augmentation de l'énergie nucléaire pour atteindre l'objectif de contrôle de la hausse de température à 1,5°C pour 2100 qui est présenté favorablement. Parmi ses experts, nombreux sont partisan.es du nucléaire.

Pour la France, c'est le cas de ceux qui travaillent ou ont travaillé pour le CEA, ou avec lui (Jean Jouzel, Véronique Masson-Delmotte, Hervé Le Treut, Françoise Vimeux), ou encore Pierre-Noël Giraud, membre du conseil d'administration d'Areva NC. Jean-Marc Jancovici (ingénieur polytechnicien, membre de l'ADEME), qui dirige le think tank Shift Project, fait également partie du GIEC, et relaie à foison la propagande selon laquelle « *le nucléaire sauvera le climat* » à travers les médias francophones, notamment grâce à un copinage intime avec les journalistes, qu'ils invitaient par exemple à des week-ends au ski il y a une dizaine d'années....

Le lobby nucléaire saisit tout l'intérêt des évolutions climatiques annoncées au fil des rapports qui sont rédigés par des experts ayant grandi en son sein. Le CO2 étant pointé comme le responsable de tous les maux, la solution devient la décarbonation de l'économie. Cet enjeu technique, économique et géopolitique est décliné sur tous les tons par les dirigeants sur fond de concurrence capitaliste planétaire. Le nucléaire, faiblement émetteur de gaz à effet de serre, est ainsi légitimé et relancé.

Convaincus par les conclusions d'experts biberonnés à l'atome dès leur formation, que « *la science a parlé* », les médias aux mains des grands combinats du bâtiment ou de l'armement peuvent prendre le relais, et obtenir le consentement des populations.

Or, la combinaison nucléaire-climat est redoutable. Comme on l'a entrevu, elle fait basculer une partie du courant écologiste catastrophé, tétanisé et paniqué vers la « *solution nucléaire* », et avec elle une grande partie de l'opinion publique. Récemment Greta Thunberg vient de déclarer, à deux jours du congrès des Verts allemands à Bonn, que « *ce serait une erreur de fermer les centrales nucléaires* » puisque « *d'après le GIEC, l'énergie atomique peut contribuer à un nouveau mix énergétique sans carbone* ». Une partie des Verts l'approuve, et leur congrès accepte la prolongation provisoire du fonctionnement de deux des trois centrales nucléaires allemandes alors en activité.

À coups de rapports du GIEC, les nucléocrates veulent faire ainsi passer l'une des plus grandes saloperies de l'histoire humaine pour une énergie « *propre* ». Or il n'existe pas, il ne peut pas exister de nucléaire sûr, propre, sans déchets toxiques et exempts de risques, de défaillances ou d'erreurs.

Extrait de Relance du nucléaire : éléments de contexte sur les derniers mois (mars 2024)



Pour en savoir plus :
burebure.info/



Sur l'avancée de CIGEO : vers les expropriations, les fouilles archéologiques et un nouveau prototype en test en Haute-Marne



En décembre, on a appris que l'ANDRA comptait lancer dès début janvier les demandes d'autorisations de fouilles archéologiques pour le projet de poubelle nucléaire CIGEO et les expropriations pour acquérir les terrains que leurs propriétaires lui refusent. Ces mesures font suite à la Déclaration d'Utilité Publique signée en juillet 2022 par Elizabeth Borne, et contre laquelle le dernier recours juridique vient d'être rejeté.

Les constructions et destructions dites « *aménagements préalables* » pourraient ainsi s'accélérer : expropriations, déforestations et artificialisation des terres forestières et agricoles, construction d'un transformateur électrique, déviations de routes départementales, construction et réhabilitation de dizaines de kilomètres de voie ferrée pour l'acheminement des matériaux de construction et les convois de déchets radioactifs...

Concernant les expropriations, celles-ci pourraient durer 20 mois à partir de janvier 2024, selon le calendrier de l'ANDRA.

De nombreuses propriétés agricoles et d'habitations sont menacées à court terme. Parmi elles, l'Ancienne Gare de Luméville est, le long du tracé du futur chemin de fer, l'un des lieux d'organisation de la lutte contre CIGEO dans les environs de Bure.

Concernant les « *fouilles archéologiques* » et les « *investigations géotechniques* », 600 puits de forages doivent être creusés dont trois en grande profondeur, quatre plateformes de 2 500 m² installées, entre 300 et 400 puits de sondages, et 200 piézomètres (mesure de la pression de l'eau dans les nappes phréatiques).

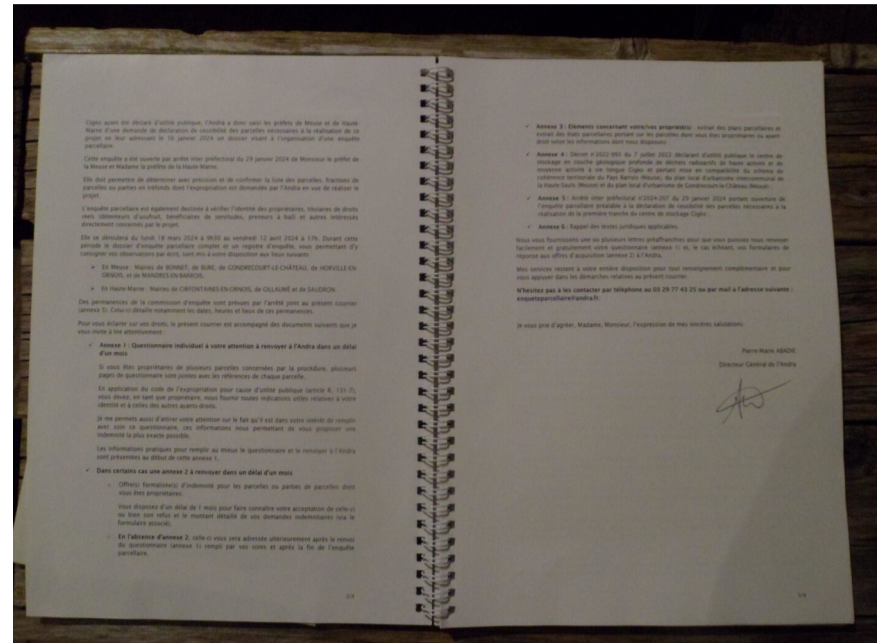
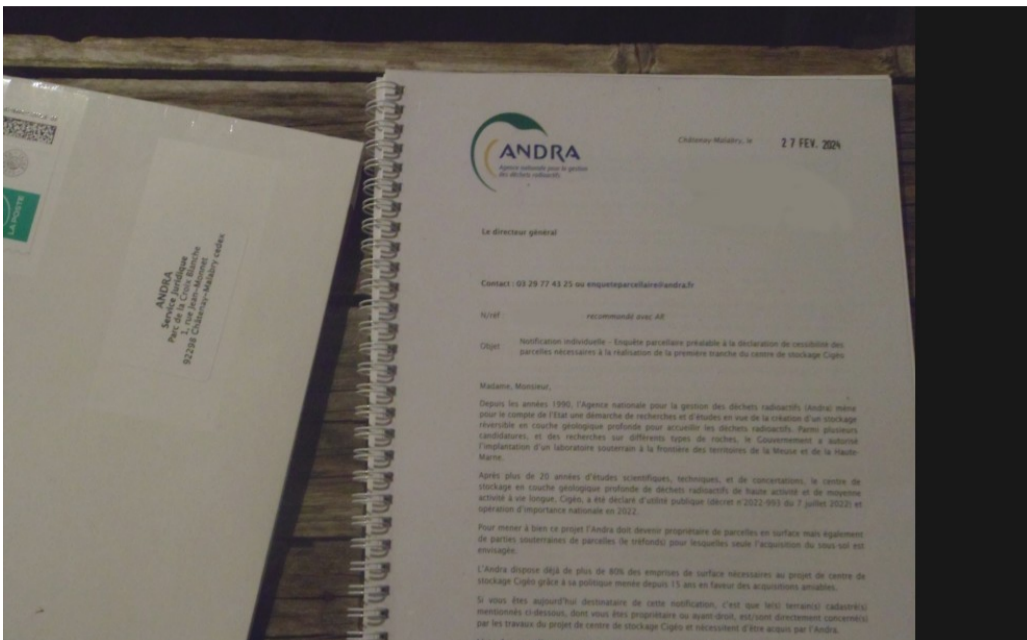
Aussi, en parallèle des essais en cours concernant le prototype du funiculaire pour la descenderie porté par l'entreprise POMA à Froncles (52), l'ANDRA lance depuis novembre une collaboration avec les entreprises Ferry-Capitain et CEGELEC CEM à Vecqueville (site des forges de Bussy, près de Joinville, 52), pour un contrat à 3 millions d'euros, dans le but de « *tester les systèmes d'accostage entre les hottes de transport et la porte d'entrée des galeries* ».

Pour rappel, la DUP n'autorise pas le centre d'enfouissement CIGEO lui-même, ce qui veut dire que rien n'est perdu ! Tout va quand même aller très vite car la Demande d'Autorisation de Construire (DAC) déposée en janvier 2023 pourrait être validée dans ces 3 prochaines années, menant à une probable enquête publique en 2026 et le début des travaux pour le chantier CIGEO en 2027.

Les travaux « *préalables* » imminents (transformateur, voie ferrée, déforestation, routes) et les expropriations qui vont avec nous signalent que c'est le moment où jamais de nous retrouver et de nous organiser pour occuper le territoire et empêcher massivement et sur tous ces fronts la poubelle nucléaire !

Tout d'abord, une série de réunions publiques organisées par l'ANDRA devrait se tenir en janvier au sujet des expropriations et des fouilles archéologiques. On vous en dit plus bientôt.

Opposons-nous aux expropriations ! CIGEO : jamais !



Début mars, de nombreux.se.s habitant.es et riverain.es du chantier CIGEO ont reçu des courriers concernant l'« *enquête préalable à la déclaration de cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation de la première tranche du centre de stockage CIGEO* ». En gros, l'ANDRA appuie sur l'accélérateur pour accaparer des surfaces agricoles et d'habitation sur le tracé de la voie de chemin de fer entre Bure et Gondrecourt et pour s'emparer des tréfonds (sous-sol) nécessaires pour le stockage des déchets en souterrain.

À ce jour, il manquerait à l'ANDRA plus de 100 hectares de terres agricoles, de routes et chemins ainsi que l'ancienne gare de Luméville-Chassey. En effet, la route ferroviaire en devenir est une des priorités dans la maîtrise du calendrier de l'avancée des travaux. Bien que l'arrivée des déchets n'est pas prévue avant 2035-2040, cette voie ferrée devrait d'abord servir à acheminer les matériaux nécessaires au chantier CIGEO et inversement à en évacuer d'autres.

Pour rappel, la procédure d'expropriation qui concerne de nombreux terrains pourrait se dérouler au cours de 2024-2025 ; et comprendra de nombreuses étapes. Nous ne sommes qu'au début de cette nouvelle bataille.

La phase d'enquête parcellaire a commencé. Elle comprend les éventuelles négociations avec les propriétaires menacés d'expropriation, ainsi que des permanences publiques dans huit communes concernées par l'accaparement de ces terres. Nous appelons à faire face collectivement aux expropriations et au projet CIGEO.

Au-delà de terrains et projets opposants que nous savions menacés (ancienne Gare de Luméville-Chassey, une partie du champ des Semeuses,..), le désir d'accaparement dépasse pour beaucoup ce qui était imaginable. Une défense juridique érigera nos premières barricades... cela dit, nous ne voulons pas attendre que les moyens légaux de résistance à l'expropriation soient épuisés pour devenir des acteur.ices actif.ves contre cette nouvelle phase lancée par l'ANDRA.

Les travaux à venir et les expropriations menaçantes verront le spectacle d'une opposition farouche et nous comptons sur vous pour faire comprendre aux défenseurs de l'État nucléaire qu'on les déteste, ici et ailleurs. Nous appelons tous.les les ami.es du mouvement antinucléaire à suivre intensément les évolutions aux alentours de Bure et dans notre mouvement.

Il se peut que dans les mois à venir, nous ayons besoin d'un maximum de vos soutiens pour nous opposer conséquemment à l'avancée du projet de poubelle nucléaire.

Rejoignez-nous pendant les rencontres printanières anti-nucléaires et anti-autoritaires du 17 au 23 avril 2024 ainsi qu'aux nombreuses rencontres et mobilisations qui auront lieu au cours de l'année !

Nous nous y opposerons par tous les moyens !
Stoppons CIGEO, enterrons l'ANDRA !



Le procès sur l'éboulement mortel au labo de Bure en janvier 2016 a eu lieu.



Début février s'est tenu au tribunal correctionnel de Bar-le-Duc, près de huit ans après les faits, le procès concernant l'effondrement d'une galerie du labo de Bure, le 26 janvier 2016, tuant un conducteur d'engin et blessant un autre ouvrier. Y étaient convoqués des représentants d'Eiffage, employeur pour cette mission, et Antéa France, maître d'oeuvre.

En 2016, le chantier employait 400 personnes, dont 160 agents de l'ANDRA et 240 salarié.es d'entreprises prestataires. Ce jour du 26 janvier, les deux techniciens de la société Eiffage étaient affairés à une opération de boulonnage quand le front de taille s'est effondré. Plusieurs mètres cubes de roche se sont soudainement abattus sur eux. Les avocat.es des deux entreprises ont plaidé d'une même ligne de défense ne pas comprendre les causes de l'accident – ce qui, disons-le, n'est pas très rassurant pour CIGEO, si à ce stade ils ne savent pas ce qu'ils font... Pour le ministère public, s'il y a eu un accident, c'est bien parce qu'il y a eu manquement au niveau de la sécurisation du chantier. Par exemple, ne pas utiliser de boulons de 6 mètres comme c'était pourtant autorisé, mais avoir recours à ceux de 12 mètres. Autre faute mise en avant par des rapports d'experts : le béton projeté qui n'a pas été appliqué assez rapidement, laissant le front de taille à nu. Le procureur requiert 30 000€ d'amende pour chaque entreprise. Le délibéré aura lieu le 4 avril prochain*.

Il y a un peu plus d'un an, interrogé en aparté sur cet homicide professionnel lors d'une réunion publique à Mandres-en-Barrois, l'ingénieur en charge de la sûreté et de la sécurité dans les galeries (qui était alors en poste) nous a répondu qu'à chaque projet industriel, il y a inévitablement des morts. Il oublie de préciser qu'en 2016, l'éboulement dans les galeries n'était qu'à la phase test du projet ; que le labo était alors (et est toujours) constitué de 2 km de galeries à 500 mètres sous terre, alors que CIGEO en prévoit à terme plus de 270 km – si le projet est validé (la DAC ayant seulement été déposée). En effet, comme l'exprimait le collectif Bure Stop en janvier 2016, « *cet éboulement pose clairement la question de la stabilité réelle de l'argile souterraine dans laquelle pourrait être creusé CIGEO. Si des fractures souterraines, liées notamment aux opérations de creusement des galeries, apparaissent dans le laboratoire, qu'en sera-t-il si le centre de stockage souterrain est construit et connaît un tel accident alors qu'il est rempli de déchets radioactifs ?* »

En mai 2002, un accident avait déjà coûté la vie à un mineur du Groupement fonds Est alors que le forage atteignait 226 mètres de profondeur. Pour répondre de nouveau à cet ingénieur de l'ANDRA : combien d'ouvriers devront encore trouver la mort, dans la réalisation du plus grand projet industriel européen qu'est CIGEO ?

Quelle hypocrisie peut-on tirer de cette « affaire » alors que l'ANDRA a organisé avec France Travail, ce même 6 février 2024,

une opération de recrutement, où ont été convoquées plus de 500 collégien.nes de 11 établissements meusiens et haut-marnais ; ainsi qu'une centaine de demandeurs d'emploi pour un job dating avec les entreprises du nucléaire ?!

Et quel cynisme peut-on voir dans cette « affaire » quand on apprend que l'ANDRA vient de signer en septembre 2023 un nouveau contrat à plus d'1 millions d'euros avec Antéa France concernant les forages, pour les mois à venir !

Pour la présenter, Antéa Group travaille principalement comme bureau d'études environnement et notamment pour des industriels, des compagnies gazières et pétrolières et autres producteurs d'énergie, pour des gouvernements et collectivités. Auparavant, Antéa était une ancienne filiale du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), bien connu dans le monde de l'extractivisme.. D'ailleurs, le fait que le groupe compte plusieurs succursales en FrancAfrique (Mali, Burkina-Faso, Tchad et Bénin) ne laisse aucun doute sur ses activités néo-coloniales..

Antea France a, entre autres, réalisé la congélation des sols pour creuser les tunnels du Grand Paris Express. En 2020, il a également mené une étude, à la demande de l'Etat, concernant le déstockage de déchets Stocamine en Alsace. La conclusion en a été que les conditions n'étaient pas réunies quant au déstockage des déchets toxiques (arsenic, mercure, amiante, cyanure,..), qu'il fallait laisser enterrés malgré l'incendie survenu en 2002..

Le siège social français est situé près d'Orléans, et l'entreprise compte près d'une vingtaine de bureaux en France (Arras, Aubagne, Lorient, Lille, Angers, Lyon, Dijon, Colmar, Nancy, Toulouse, Paris, Rouen, Montpellier, Pau, Bordeaux, Grenoble, Clermont-Ferrand, Caen, Nantes, Strasbourg, Reims,..). Et les filiales du groupes sont IRH Ingénieur Conseil (spécialisée dans la gestion et le traitement de l'eau) ; ICF, (ingénierie environnementale en Ile-de-France et activités de due diligence) et Géo-Hyd (gestion de donnée environnementale).

Concernant Eiffage, l'entreprise est en charge des travaux de construction de tunnels, de puits et de passages souterrains pour CIGEO. Et récemment, elle a remporté l'appel d'offre pour les travaux de génie civil dans la construction des deux premiers EPR2 annoncés pour la relance, à Penly, pour plus de 4 milliards d'euros et un chantier de près de 4000 employés.

À Bure, l'enfouissement de la merde nucléaire produite ces dernières décennies par l'industrie capitaliste cause irrémédiablement des « risques » et des « dommages » humains et environnementaux. Après quelques rafistolages en matière de sécurité, l'ANDRA a continué la mise en œuvre du projet CIGEO en demandant l'autorisation de création

(DAC) en janvier 2023, encore en instruction. Des risques sont encore à craindre pour les années à venir, si CIGEO est autorisé, quant à la vie de nombreux ouvriers contraints par le système capitaliste salarial de descendre dans ses galeries pour pouvoir gagner leur vie. Le salon de recrutement du 6 février en atteste : la propagande, tournée vers des colégien.nes (!) de la région, est particulièrement à gerber.

Encore une fois, l'ANDRA n'en a rien à faire et poursuit sa fuite en avant, répondant aux injonctions d'une industrie mortifère en pleine relance. Combien de morts devront encore être comptés dans la réalisation du projet CIGEO ?

Quand apprendrons-nous la nouvelle d'un nouveau décès dans les entrailles du projet CIGEO ? Par quelle pirouette de communication l'ANDRA réagira-t-elle ? Et d'ici combien de temps un incendie se déclenchera, comme ce fut le cas à Stocamine au bout de 5 ans d'enfouissement des déchets toxiques ?

Plus que jamais, il est temps de nous mobiliser contre le projet de poubelle nucléaire. Que crève la société industrielle et le capitalisme !

* Comme on pouvait s'y attendre, début avril, Eiffage et Antéa ont été relaxés !



Lettre de motivation pour un poste de soudeur dans le nucléaire à Nancy

À l'attention du service Ressources Humaines de Fives Nordon (filiale tuyauterie du groupe Fives)



Madame, Monsieur,

Dans mes recherches de nouvelles opportunités professionnelles, j'ai eu à dire que les annonces de relance du nucléaire boostaient plus que jamais votre entreprise. Alors que quelques années auparavant, elle était en nette baisse d'activité à cause des tristounettes annonces de fermetures de réacteurs nucléaires, concomitantes à la catastrophe de Fukushima. Suite à cela, votre entreprise Fives Nordon a pointé le nez vers le combustible nucléaire, et a élargi le portefeuille de la boîte avec le rachat de l'entreprise ACCP à la Hague (alors en redressement judiciaire), ce qui fait que la boîte est aussi concernée par les projets de tuyauterie et de chaudronnerie des nouvelles piscines de stockage combustibles.

Alors que votre entreprise était déjà présente sur l'éternel chantier de l'EPR de Flamanville, elle participe aussi à la construction de nouvelles centrales et EPR en Finlande Chine, Royaume-Uni, et même en Arabie Saoudite. Chouette alors !

C'est suite aux annonces de relance du nucléaire, et aux appels d'offre remportés concernant l'ingénierie de la salle des machines des futurs EPR2 (s'ils arrivent un jour !) que votre entreprise a investi 40 millions d'euros sur ses sites et lance le recrutement de près de 600 salarié.es dans le domaine de la tuyauterie et de la chaudronnerie nucléaire, dans ses ateliers, dont une partie (et le siège social) est situé 78 Avenue du 20e Corps à Nancy.

Plus largement, j'ai vu que la filière nucléaire compte aujourd'hui plus de 3 000 entreprises et plus de 220 000 salarié.es, dont près de 20 000 dans le Grand Est. Selon le ministre de l'Economie, il en faudra 10 000 à 15 000 supplémentaires par an d'ici 2030 pour venir à bout des chantiers prévus par l'exécutif. C'est dans ce contexte florissant et plein de promesses d'emplois que je souhaiterais rejoindre votre entreprise.

En me renseignant, j'ai également appris le rayonnement de Fives Nordon en Lorraine, en tant que lauréat du Pass Nucléaire. Votre grandiose entreprise forme et recrute depuis 2022, via les nouvelles formations de l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie) de Lorraine à Maxéville, dans la soudure ou la tuyauterie nucléaire.

Et même qu'en novembre dernier, l'ancienne députée macroniste nancéienne, Carole Grandjean, et qui était alors ministre de l'enseignement et de la formation pro, est venue en personne encourager l'initiative, pleurnichant le manque d'effectifs actuels pour les besoins imminents de l'industrie nucléaire ! Quelle ne fut pas ma joie d'apprendre qu'elle encourageait même la formation et le recrutement des femmes dans cette filière industrielle ! En tout cas, heureusement que le plan France Relance est là pour aligner les chèques, et les journalistes à la queue-leu-leu pour vanter la propagande de recrutement du bon p'tit soldat Fives Nordon ! C'est d'ailleurs grâce à eux que j'ai découvert votre entreprise, lors d'une campagne de communication aux petits oignons relayée dans plusieurs médias régionaux, pour promouvoir la formation dans le nucléaire, avec un véritable sens du dévouement patriotique.

Pour convaincre plus d'étudiant.es et de lycéen.nes de rejoindre cette filière, le gouvernement a également lancé des bourses de 600€ mensuels attribuées par l'Université des Métiers du Nucléaire. Si c'est pas généreux, ça !

Et y a pas qu'à Maxéville qu'on forme dans le nucléaire dans le Grand Est ! À l'ombre de l'UIMM, redorée par le talent et l'aveuglement de vos formateurs, on trouve aussi les formations de Chooz, via le GRETA-CFA des Ardennes, à St Dizier, au lycée pro Blaise Pascal, à Thionville à la briquerie, et même au lycée pro Loritz à Nancy. Parce que oui, va bien falloir les former les précaires qui vont aller se frotter aux radiations dans la maintenance des installations nucléaires, que ce soit dans les centrales prolongées dans le cadre du Grand Carénage (durée de vie de 60 ans) ou dans les futures projets lancés démocratiquement par notre doux gouvernement.

On peut même imaginer que s'il y a besoin de soudeurs à Bure, à 80 km de Nancy, là où l'Etat veut enfouir quelques 83 000 mètres cubes de déchets radioactifs dans un trou, c'est p'têt bien les salarié.es de Fives Nordon qui vont s'y coller ! Pour toutes ces missions, disons-le, il faut mettre les moyens pour le recrutement, parce que ça se bouscule pas au portillon ! J'avais d'ailleurs plusieurs fois entendu parler de Fives Nordon, entreprise de renom, lors des forum des métiers dans le nucléaire, comme celui organisé par la centrale de Cattenom en mars dernier, et plus récemment, ce 6 février 2024 lors de la 2ème journée des métiers du nucléaire à l'espace technologique de l'ANDRA à Bure-Saudron, où j'étais.

Pour moi, travailler aujourd'hui dans l'industrie nucléaire, c'est participer à redorer le blason et la grandeur de la France, sur un plan géopolitique avec l'utilisation du nucléaire à des fins militaires, grâce à l'usine de retraitement de la Hague et aux nombreux arsenaux et usines dans le secteur du nucléaire militaire (Cherbourg, Toulon, Brest,...). Cette énergie est propre, décarbonée (enfin, sauf au début, et à la fin, et aussi un peu

pendant), et souveraine grâce à l'import et l'exploitation de mines d'uranium à l'autre bout du monde (et grâce à l'exportation de sa pollution dans les pays pauvres) ! C'est un atout majeur dans le développement industriel et militaire de la France et dans la poursuite de la sacro-sainte croissance que nous chérissons tous et toutes.

Passé outre les conditions sanitaires des travailleurs du nucléaire et des habitant.es à proximité des mines d'uranium, des centrales, des centres de retraitement, des diverses poubelles, et des transports de matières et de déchets radioactifs d'un bout à l'autre de la France, etc... passé outre la pollution des fleuves et des terres à proximité de tout ce raffut, et passé outre encore les risques d'accidents nucléaires qui pourraient se reproduire tels que Three Mile Island, Tchernobyl ou Fukushima, il va de soi qu'il faut relancer cette industrie pleine de vie, de joie et d'espoir !

Ayant tout cela en tête, et par la présente, je souhaite postuler à un poste de soudeur dans le nucléaire, auprès de Fives Nordon. En tant que travailleur sous-traitant, je serai prêt.e à recevoir jusqu'à 80% des doses de radioactivité du parc nucléaire français, sans pour autant bénéficier d'un suivi médical adéquat. Pas de souci pour une leucémie ou un cancer de la thyroïde, je suis un candidat-clef pour une entreprise comme la vôtre.

D'un tempérament aventurier, je saurai affronter les défis que représente la relance du nucléaire, et saurai répondre à l'accélération des cadences dues à la mise en concurrence des entreprises sous-traitantes dans le secteur. Dans ces conditions, je tenterai tant bien que mal d'effectuer correctement l'ensemble des gestes nécessaires pour garantir la sûreté des installations. Pour y parvenir, la fusion en cours entre l'ASN et l'IRSN saura jeter un voile obscur sur ces conditions de travail dégradantes, ainsi que sur les risques d'accident nucléaire pesant, en conséquence, sur l'ensemble de la population. Au cas où, j'ai bien des capsules d'iode dans ma boîte à pharmacie !

Enfin, pour garantir une meilleure cohésion d'équipe au sein de l'entreprise, il va de soi que je saurai me taire et rester docile, et que je ne dénoncerai pas les conditions de mon travail, au risque d'une répression syndicale, comme ça a été le cas dernièrement pour Gilles Renault, accusé d'avoir trop parlé et mis à pied par sa hiérarchie (filiale d'Orano, Tricastin, 2020), Laurent, dont la carrière a été stoppée pour discrimination syndicale (Sud Energie à EDF, Belleville-sur-Loire), ou encore les travailleurs de RTE mis en garde à vue à la DGSI en 2022. Bref, j'aimerais vous rejoindre avec grand plaisir, Fives Nordon !

Il n'est pas nécessaire de me recontacter, vos adresses et votre agenda sont bien connues. Qu'il s'agisse de votre entreprise, d'une école de formation dans le nucléaire, ou de tout autre acteur de l'industrie du désastre, nous saurons vous recontacter par quelque moyen que ce soit.

À bientôt, Fives Nordon.

Meuse : la tradition du relai de la flamme enfin reconnue

On a dit beaucoup de mal des Jeux Olympiques – à juste titre – et ce depuis longtemps. C’était déjà de la merde à Londres et à Rio, à Albertville ou à Pékin, c’était déjà le lieu de l’exaltation des nationalismes à Berlin en 1936 et il y a fort à parier qu’on aurait même trouvé ça nul dans la Grèce antique. Pourtant, force est de constater que le Comité olympique n’est pas toujours dépourvu de bon sens et qu’il sait reconnaître, apprécier et valoriser les coutumes locales. Il en va ainsi de la venue prochaine de la Flamme olympique dans le sud du département de la Meuse.

Le 29 juin 2024, le « Relai de la flamme » traversera en effet nos verdoyantes campagnes. On pourrait légitimement se demander pourquoi. C’est vrai qu’un événement de moins d’une journée dont le coût (à la charge du département) excède le budget annuel du Conseil général pour le sport, ça peut sembler surprenant. Et puis quand on pense à la Meuse, on ne pense pas directement à l’athlétisme ou au lancer de javelot, encore moins au tennis ou au breakdance (oui, c’est un sport olympique désormais). Certes, la pédale de bicyclette a été inventée à Bar-le-Duc mais ça ne peut pas suffire pour labelliser tout ça « Terre de Jeux ».

Le relai, une discipline en vogue dans la Meuse

C’est qu’en réalité, ce ne sont pas les disciplines habituelles qui ont cours par ici mais le Relai de flamme en tant que tel. Cela fait quelques années, en effet, que des choses brûlent. Dans cette terre mystique, marquée par les apparitions de la Vierge à Jeanne d’Arc, le feu sacré se propage.

Il apparaît, se nourrit de ce qu’il trouve et meurt avant de resurgir plus loin, plus vif encore. Il dévore un jour un forage de l’ANDRA, le lendemain une tour de mesures, plus loin une caserne en construction. Tout y passe : véhicules, installations diverses, pylônes électriques, gendarmeries... Le plus indomptable des quatre éléments rôde sur le plateau du Barrois, dans la vallée de la Saulx et jusqu’à Commercy où une voiture d’entreprise – bien mal employée semble-t-il – a été réduite en cendres l’hiver dernier.

Le voilà le véritable Relai meusien de la flamme ! Ce ne peut être que lui que le Comité Olympique veut mettre en valeur sans oser l’avouer publiquement. Et c’est une juste reconnaissance car il en faut du courage, de l’abnégation, du talent, de l’audace pour accomplir de telles prouesses, pour battre des records de rapidité ou de précision, dépasser ses peurs, esquiver les obstacles qui se dressent comme autant de haies sur le parcours nocturne des incendiaires anonymes. Autant de « valeurs de l’olympisme », cette philosophie universaliste qu’on avait crue pleines de bons sentiments (capitalistes et coloniaux).



On conviendra, dès lors, qu’il ne serait pas très *fair-play* de décevoir le Comité dans cette dernière ligne droite. Il reste donc sept mois pour se montrer dignes de cette célébration, et multiplier autant que possible les foyers de réjouissances jusqu’au bouquet final du 29 juin. Il paraît même que notre cher président a décrété l’activité physique et sportive Grande Cause Nationale de l’année 2024, c’est dire si nous n’avons plus le choix.

À vos marques, prêt-es, feu (à l’ANDRA), partez !



Echauffement le 1er mai à
Paris : paris-luttes.info/



Petit palmarès (non exhaustif) du relai meusien de la flamme

- **Depuis 2015 (au moins) :**
Incendies récurrents des « boîtes vertes », forages et piézomètres semés par l'ANDRA tout autour du laboratoire de Bure.
- **Juin 2017 :**
Destruction et « tentative d'incendie » de l'hôtel-restaurant du Bindeuil.
- **Printemps 2018 :**
Incendie complet de l'ancienne gendarmerie de Montiers-sur-Saulx qui s'apprêtait à être rénovée et remise en fonction.
- **Courant 2018 :**
Sabotage de la ligne électrique à haute tension qui alimente le laboratoire Bure-Saudron de l'ANDRA, incendie de plusieurs pylônes.
- **Novembre 2020**
Le stand de tir, utilisé par les flics et les matons de la prison de Saint Mihiel, est ravagé par les flammes.
- **Août 2021**
Plateforme logistique de l'ANDRA dévastée à Gondrecourt-le-Château
- **Printemps 2022 :**
Incendie contre une station de recherche naturaliste de l'ANDRA à Montiers-sur-Saulx.
- **Septembre 2022**
Incendie, à Commercy, de la voiture de l'architecte de la caserne de gendarmes mobiles qui doit être construite à l'intérieur même du labo de l'ANDRA.
- **Octobre 2022**
Incendie d'une « station atmosphérique d'excellence » à Houdelaincourt.
- **Février 2023**
Incendie d'un pylône de transmission de l'ANDRA à Osne-le-Val, près de Bure.
- **Mai 2023**
Incendie de la future gendarmerie de Gondrecourt-le-Château.
- **Avril 2024**
Trois incendies ciblant les lignes électriques alimentant l'un des sous-traitants de CIGEO à Vecqueville (Haute-Marne)

Lorsque les sous de l'ANDRA financent les JO 2024



On apprend dans un article du monde du 11 avril que la Meuse a postulé pour faire venir la flamme olympique pour les JO de Paris. Grand coup de communication pour un tarif supérieur au budget jeunesse de la meuse... Pour mettre en avant Verdun. Mais comme les tarifs sont trop élevés, il y a l'envie de faire des évènements un peu partout dans la Meuse dont Gondrecourt le chateau, probablement pour récupérer les sous de l'ANDRA.

Les jeux olympiques ont les mêmes ressorts que CIGEO : mégalomanie, flicage et répression, budget initiaux doublé / triplé, destruction social et environnemental conséquente.

JO – CIGEO, même merde.

Darmanin qui parle déjà de mettre des moyens pour réprimer les mouvements de contestations pendant les JO : « En sus de la vigilance concernant les risques et menaces pesant sur ce type d'évènement, je vous demande d'avoir une attention particulière concernant **les mouvements de contestations et de revendications** susceptibles de faire émerger des actions à forte visibilité médiatique ».

SYSTRA : La Régie Autonome des Transports Parisiens s'installe en Meuse



Vous inquiétez pas, tout sera robotisé.

Au moment où le métro parisien passe à 4 euros (pour en finir avec la mobilité des pauvres dans la capitale), et que de nouvelles étapes en termes de reconnaissance faciale et autres dispositifs de surveillance fleurissent dans les réseaux de transports parisiens, la RATP tend ses bras vers... la Meuse. Et oui, qui l'eût cru, celle qui fait penser métro, plaques en fonte, RER-Disneyland, trams modernes et bus dans les bouchons du périph' s'intéresse aussi au fric du nucléaire. C'est avec ses parts importantes détenues dans la boîte SYSTRA que l'envie de s'implanter chez nous se matérialise, en œuvrant directement à la réalisation du dernier bout de tronçon reliant Gondrecourt à CIGEO. La RATP fait avancer le projet de poubelle nucléaire, en promettant excellence, finition et sécurité. Et cette évolution ne vient pas de nulle part.

En effet la RATP s'est fortement diversifiée et tend vers la croissance avec plus de 140 000 bras à sa disposition et un président-directeur général du groupe nommé Jean Castex.

Dans un RATP-Group modernisé, le développement se fait ressentir dans le monde entier avec environ un quart d'activité à l'internationale, tout en étant l'un des rares services logistiques pour humains qui possède un service de sécurité intégré à ses opérations de transport. Ainsi des événements comme les JO ou la coupe d'Europe en 2016 de football ont permis à l'entreprise de développer ses capacités en termes de surveillance de masse.

Fini le temps du métro romantique de la capitale, la RATP offre contrôle et mobilité ainsi que prochainement ... l'acheminement de déchets nucléaires. La RATP veut « *développer, exploiter, entretenir et moderniser des systèmes de transport collectif innovants et répondre ainsi aux besoins de mobilité des populations. Nous proposons des solutions de mobilité sûres et connectées au service d'une ville durable et intelligente.* »



On s’imagine pas vraiment à la suite de quelle interprétation cette auto-description de la RATP engloberait la construction du tracé CASTOR à déchets hautement radioactifs dans la campagne de l’Est de la France, mais le capital est créatif. *« Il s’agit d’une nécessité nationale. De toute façon les meusiens roulent en voiture quand ils ne vont pas à pied. Il est bien légitime de créer une perspective de pédagogie populaire, qu’eux aussi aient le droit de voir ce que c’est un train. En plus ce sont des trains high-tech sur des rails high-tech, il y aura bientôt du trainspotting. Cela embrassera les coutumes locales dans une campagne paisible avec 4-5 trains par semaine »* commente Jean Castex par mail.

SYSTRA, celle qui va réaliser un tronçon responsable de centaines d’expropriations forcées pour faire place à la plus grande poubelle nucléaire du monde appartient à environ 43% à la SNCF et à 43% à la RATP. Des parts minimales reviennent aux amis banquiers du crédit agricole (4,5%), BNP (3,5%), SG (2%) et une partie appartient à elle même (<1,5%) et à ses salarié.es (<0,5%).

Faut dire qu’avec un chiffre d’affaire annuel avoisinant le milliard, même les petites parts du crédit agricole pourront suffire pour deux nuits arrosés sur la côte d’azur avec quelques PDG et une poignée de décideurs de la FNSEA. En tous cas SYSTRA se spécialise dans l’ingénierie, souterraine notamment, mais gère aussi les ponts et tunnels ainsi que la vérification ferroviaire – tout est réuni pour se mettre aux services de CIGEO.

Contacté par notre journal au 06 13 50 19 56, Monsieur Laurent Hoffmann chef de projet CIGEO au sein de l’entreprise SYSTRA dément la critique, selon laquelle encore plus d’argent public serait détourné par des entreprises ayant pour vocation d’assurer les transports publics. Nous lui avons demandé: *« Que fout donc votre boîte dans la campagne meusienne à tout dévaster? »*

Humble, il nous répondit: *« La coopération se passe à d’autres niveaux et l’expertise de la RATP en termes de transports fiables a été prouvé pendant plus d’un siècle. Après tout CIGEO va vachement ressembler au métro parisien - les tags en moins. »*

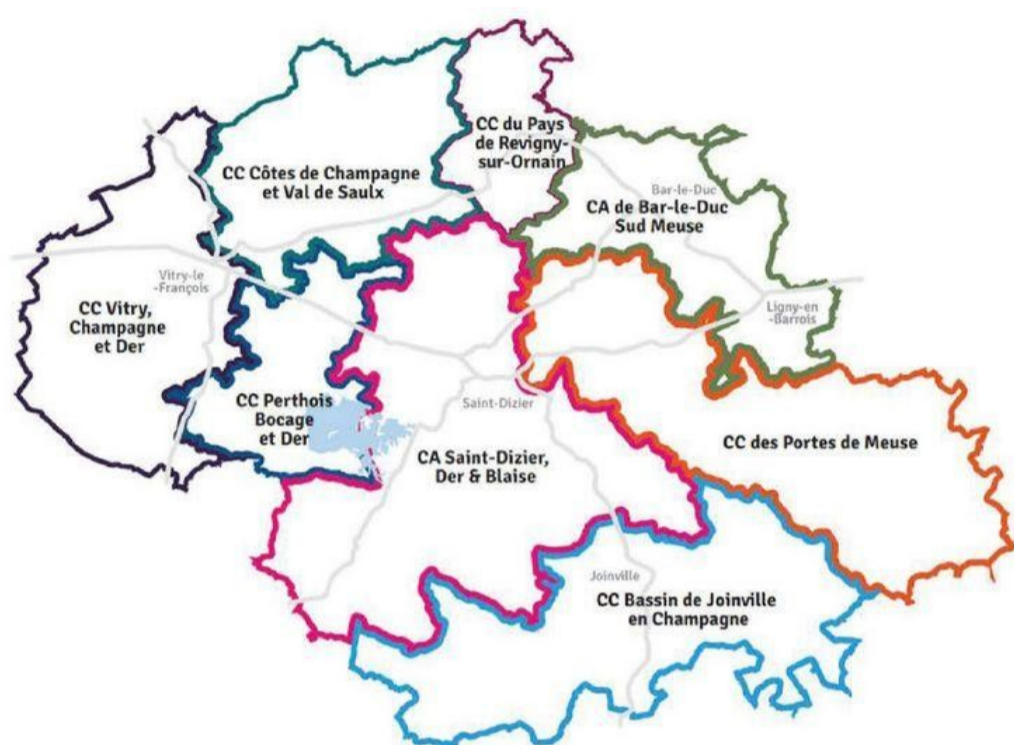
D’autres questions lui ont été adressées à son contact lhoffmann@systra.com - mais il n’a jamais répondu.



TSUR : un nouveau dispositif répressif expérimental dans le Grand Est

Porté notamment par le maire de Saint-Dizier, Quentin Brière (LR), « TSUR » – Territoire de sécurité urbain et rural – est un dispositif interdépartemental et pluri-communal expérimental, de Bar-le-Duc à Joinville et de Vitry-le-François à Bure, en passant évidemment par Saint-Dizier.

Périmètre du TSUR :



12 Brigades de gendarmerie nationale ; 2 Polices nationales (Saint-Dizier et Bar-le-Duc) ; 3 Polices municipales (Saint-Dizier, Bar-le-Duc, Vitry-le-François) ; des ASVP ; des centaines de caméras de vidéosurveillance ; 3 centres de supervision urbain (Bar-le-Duc, St Dizier, Vitry-le-François) ; 3 pelotons de surveillance et d'intervention de la Gendarmerie (PSIG) (Joinville, St Dizier, Vitry-le-François), dont 1 interdépartemental ; 3 tribunaux judiciaires dépendant de 3 Cours d'Appel différentes (Vitry-le-François, Bar-le-Duc, St Dizier).

Depuis les premières réflexions sur le TSUR en juillet 2020 ; au lancement d'un peloton de surveillance et d'intervention de gendarmerie (PSIG) interdépartemental à St Dizier en août 2022, il s'agit désormais pour l'Etat de développer de nouveaux outils pour lutter contre ce qu'ils appellent la « délinquance » conjointe aux trois départements : un « observatoire de la délinquance » chargé de faire un état des lieux précis de la situation, développer la vidéosurveillance dans tous les communautés de communes contractantes, encourager la participation citoyenne et renforcer les coopérations entre les forces de sécurité intérieure et les polices municipales.

Pour chapeauter le TSUR et ses actions, un syndicat mixte a été créé dont le président est, sans aucune surprise, Quentin Brière, le maire de Saint-Dizier.

Inauguré en grande pompe en présence du Premier ministre Jean CASTEX et du Ministre de l'Intérieur Gérald DARMANIN le 26 juillet 2023, le TSUR regroupait à son origine 319 communes de huit communautés de communes, réparties sur la Marne, la Meuse et la Haute-Marne, autour de la RN4.

Coordination interdépartementale de la répression

En fait, ce nouveau dispositif « expérimental » des forces de l'ordre est une coordination entre trois départements et une mutualisation des moyens des services de l'Etat, des forces de sécurité intérieure et des collectivités territoriales.

En chiffre, le territoire du TSUR regroupe déjà :

A travers le TSUR, ce qui est annoncé comme recherché : cambriolages, vols sur les exploitations agricoles, vols de fret de carburant et de véhicules et violences urbaines liées au trafic de stupéfiants... Ces outils pourront aussi permettre de surveiller et de réprimer des luttes. Ainsi, comme de par hasard, dans le périmètre du TSUR, se trouve le futur centre de stockage de déchets nucléaires CIGEO et l'opposition qui va avec.

Développer plus de surveillance grâce au TSUR

Un projet de vidéosurveillance interdépartementale est en cours, possible grâce à la loi de sécurité globale du 25 mai 2021 permettant notamment au syndicat mixte d'installer et d'entretenir des dispositifs de vidéosurveillance.

Selon les informations délivrées par la mairie de St Dizier, le phasage de la vidéosurveillance et le déploiement des travaux sont prévus comme suit :

- Phase 1, 2024-2027 : déploiement de 80 caméras tout au long de la RN 4, permettant ainsi d'avoir un visuel sur toutes les entrées et sorties de véhicules sur cet axe traversant la totalité du TSUR.
- Phase 2, 2027-2029 : traitement des autres axes traversants (routes nationales 44, 67 et la départementale 635) avec la pose de 60 caméras.
- Phase 3, 2029 – 2031 : déploiement de 76 caméras pour cercler l'ensemble du territoire du TSUR.

- *Phase 4, 2032-2034 : déploiement d'environ 70 caméras sur des points stratégiques à finaliser avec la cartographie, permettant de localiser davantage les lieux sensibles où sont commis les faits de délinquance.*

Actuellement, les trois « villes centre » Vitry-le-François, Saint-Dizier et Bar-le-Duc disposent chacune d'un réseau de vidéosurveillance raccordé à un centre de supervision urbain (CSU). Le projet global de vidéosurveillance imaginé pour le TSUR, qui comprend exclusivement des caméras de visualisation des plaques d'immatriculations, s'appuie sur l'existence de ces 3 CSU, un dans chaque département, pour rapatrier les images des différentes caméras.

Autrement dit, toutes les images enregistrées par les caméras installées dans le cadre du TSUR sur les communes de la Marne seront rapatriées auprès du CSU de Vitry-le-François, celles des communes Hauts-Marnaises auprès de celui de Saint-Dizier, et enfin les images des caméras meusiennes auprès du CSU de Bar-le-Duc.

Une étude technique a été réalisée auprès des 3 CSU, qui seront tous en capacité de recevoir les images provenant des caméras du TSUR en plus de celles déjà existantes au sein de chaque CSU, avec une extension des serveurs d'enregistrement, une mise à niveau des équipements informatiques et la réalisation de travaux au sein des trois locaux.

Il est également prévu que les 3 CSU communiquent entre eux et soient raccordés tous ensemble pour faciliter le travail des forces de l'ordre jusqu'aux 3 centres d'opérations et de renseignement de la gendarmerie (CORG) de Châlons-en-Champagne, Chaumont et Bar-le-Duc (c'est-à-dire les plateformes d'appel du « 17 » des départements).

Un nouveau PSIG interdépartemental à St Dizier

Concernant les effectifs, 5 postes supplémentaires ont été créés au commissariat de Saint-Dizier, ainsi qu'un peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (PSIG) de 12 militaires pour St Dizier, sachant qu'il y a aussi un PSIG à Joinville. Dédié à la RN4, le nouveau PSIG interdépartemental de Saint-Dizier a pour objectif de renforcer les opérations de contrôles coordonnées sur la RN4 et ses abords.

Exemple d'une opération menée dans le cadre du TSUR : le 13 décembre 2023, dans les 3 départements concernés, 373 gendarmes ont été déployés en renfort aux gendarmes locaux, dans le cadre d'une opération interdépartementale de quelques jours. Étaient présent un escadron de gendarmes mobiles, plusieurs unités d'intervention spécialisée, un hélico, des équipes cynophile ; afin d'empêcher les points de deal, lutter contre le trafic de stup, le recel de carburant et les conduites sous prises d'alcool ou de stup.

Plusieurs perquisitions ont été menées, et avec l'aide des tribunaux, plusieurs personnes ont été jugées dans la foulée. Durant cette semaine, 22 opérations de contrôles ont été effectuées dont huit spécifiquement judiciaires ; 1766 véhicules contrôlés, 1988 personnes contrôlées.

Plusieurs communes souhaitent déjà quitter le dispositif

Dès la première réunion de formation du TSUR, plusieurs collectivités (communauté de communes de Revigny-sur-Ornain, communes de Joinville ou de Loisy-sur-Marne) avaient dès lors exprimé leur volonté de quitter le dispositif. Plus récemment, en février, une quarantaine de communes, majoritairement situées du côté de Vitry-le-François, ont quitté le TSUR, avant de revenir finalement (la presse n'en disant pas plus...). Le périmètre du TSUR a donc certainement diminué depuis sa mise en place, sans plus d'information sur le sujet. Selon la presse, plusieurs élus auraient pointé un problème d'ego politique à l'origine des nombreuses décisions de retrait dans l'aire d'influence de Vitry-le-François.

L'expérimentation du dispositif est en cours pour un contrat de 3 ans.

Recours juridique contre le TSUR

Le 9 juin dernier, plusieurs associations luttant contre le projet CIGEO (Cacendr, Cedra52, EODRA) et une habitante ont porté un recours juridique contre l'arrêté préfectoral de création du Syndicat Mixte du TSUR Grand Est :

« Le périmètre proprement démesuré du TSUR, qui s'étend sur 319 communes aux carrefours des départements de la Meuse, de la Marne et de la Haute-Marne, révèle quant à lui l'un des objectifs implicites de ce dispositif : surveiller et réprimer les nombreux opposants et opposantes au projet Cigéo qui y vivent ou s'y rendent. [...] La création du TSUR et la mise en oeuvre de sa mission de centralisation des compétences en matière de vidéosurveillance en vue de son déploiement massif sur le territoire représentent ainsi une nouvelle étape franchie dans l'escalade de surveillance et de répression politique du mouvement d'opposition à Cigéo. [...] C'est précisément cette politique de surveillance constante et de harcèlement que la centralisation des compétences liées à la vidéosurveillance au sein du TSUR vise à poursuivre et à amplifier, dans le contexte de l'instruction actuelle de la Demande d'autorisation de création (DAC) de Cigéo et dans la perspective du démarrage prochain des chantiers d'aménagements préalables et de construction du centre de stockage. »

A travers l'expérimentation en cours du TSUR par chez nous, on avait envie de visibiliser ce nouveau type de coordination interdépartementale de la répression, qui n'est légalement possible que depuis le passage en force de la Loi Sécurité Globale.

sécurité

Au-delà du recours porté par des opposant.es à CIGEO contre le TSUR, on critique largement ce dispositif et on s'oppose à ce que la surveillance et la répression s'abattent encore plus contre les habitant.es des quartiers populaires (St Dizier, Vitry-le-François,..). Aussi, on a eu vent que la supervision départementale urbaine-rurale avait déjà été mise en place dans l'Oise dans l'agglomération autour de Beauvais (une dizaine de communes concernées). Avec le TSUR Grand Est, on passe désormais à l'échelle d'une coordination dans plus de 300 communes dans 3 départements, et à cela s'ajoutent des opérations massives de contrôle/répression comme celle du 13 décembre dernier. Il nous paraît important de nous mobiliser et de nous opposer massivement, par tous les moyens possibles, à la sécurisation globale de la société, que ce soit ici ou ailleurs.

Bure : D'autres projets répressifs en parallèle du TSUR

En parallèle du TSUR, près de Bure, il y a actuellement un chantier pour la construction d'une nouvelle gendarmerie à Gondrecourt-le-Château (dont le chantier a pris du retard suite à un incendie survenu en mai dernier) et il y a aussi un chantier de nouvelle gendarmerie en remplacement des préfabriqués pour l'escadron de Gendarmes Mobiles stationnés en permanence près du labo de l'ANDRA (dont le propriétaire de l'entreprise ayant remporté l'appel d'offre a vu son véhicule flamber à Commercy en 2022)... Ce chantier, pour lequel une enquête publique devrait se tenir cet automne, devrait coûter plus de 10 millions d'euros et pourrait être terminé en 2027. En plus de loger des gendarmes, il est prévu plus d'espace pour faire de la surveillance numérique, plus d'armements et un plus grand parking pour pouvoir faire venir plus de flics au besoin des moments. Et en parallèle de ces gendarmeries, comme dans de nombreuses communes partout ailleurs, on voit fleurir des projets de caméras de vidéosurveillance portées par différents conseils municipaux (Vaucouleurs, Tréveray,..) – certaines caméras étant d'ores et déjà recensées sur la carte : map.bureburebure.info/ Pour s'y opposer, « Pas vu.es pas pris.es », un texte paru sur Infokiosques permet de donner quelques informations et pistes d'attaques contre la vidéosurveillance

Quelques mots sur la répression à Bure, aujourd'hui..

Pour le moment, la répression a largement diminué par rapport aux années précédentes : on est loin du niveau de 2018-2019 ! Pas de quoi s'affoler, il est toujours possible de venir sans encombre, bien que la pression soit toujours

un peu présente. En ce moment, les contrôles d'identité sont assez peu fréquents : quelques contrôles recensés tous les mois. Quelques fois, les flics ont tenté de nous intimider lors de contrôles de véhicule avec réquisition, en demandant l'identité des passager.es ou la fouille des véhicules ; mais en fait ces réquisitions ont (presque) toujours réussies à être contrées car leurs papiers n'étaient pas valables (fausses réquisitions photoshopées par la brigade, mauvaises dates ou heure). Pour info, une réquisition c'est donc un papier que les keufs doivent montrer pour pouvoir contrôler l'identité des passager.es ou la fouille d'un véhicule. Ça doit être à l'origine du Procureur, et être valable dans le temps (date, heure) et au niveau du périmètre (route, commune,..), sinon ça peut être refusé. Assez souvent ces derniers temps, leurs documents ne sont pas bons.

On essaiera d'être plus régulièr.es à l'avenir quant aux communiquer publiquement sur la surveillance en présence et les infotraflics ; notamment à l'approche des événements. Et à chaque événement, on s'attarde à faire des briefs légaux pour pouvoir s'informer et être en mesure de réagir collectivement si on venait toutefois à être contrôlées. Un brief légal spécifique au contexte burien est également disponible sur bureburebure.info Une brochure est également parue sur Infokiosque pour zbeuler les contrôles policiers lors des événements politiques.

Un article de mai 2023 nous donnait aussi plus d'informations quant aux affaires judiciaires alors en cours ; un nouvel article plus à jour devrait bientôt paraître sur le sujet.

Il n'existe pas de projet nucléaire qui ne soit accompagné d'une société policière autoritaire.

Contre la sécurisation globale de la société !

Solidarité, résistance et sabotage !



Groupement d'intérêt public (GIP) : Pour la première fois dans l'histoire des institutions françaises, on distribue de l'argent légalement avant même qu'il n'y ait le projet implanté et la nuisance avérée – alors que tout n'est pas officiellement décidé. Ça irrigue tout : ça va des façades des mairies, aux façades des particuliers jusqu'aux clubs de sport ou de pétanque, ça va jusqu'aux entreprises qui sont arrosées.. donc le GIP fait partie de la vie des populations et des élu.es : quand il y a besoin de sous pour faire quoi que ce soit, on se tourne vers le GIP qui est chargé de distribuer cet argent sale.

GIP = argent sale du nucléaire



Ces derniers mois, nous avons tagué plusieurs panneaux de travaux financés par le GIP Meuse, dans différentes villes et villages autour de Bure, pour dénoncer la corruption et l'autoritarisme liées au projet CIGEO.

Depuis 2000, les GIP (Groupements d'Intérêt Public) c'est, d'abord 18 millions, et aujourd'hui 30 millions d'euros par an, offerts par l'industrie du nucléaire à chacun des départements : Meuse et Haute-Marne. Soutenus par les producteurs de déchets nucléaires (EDF, le CEA et Areva-Orano), les GIP sont censés permettre de développer l'industrie locale.

En fait une partie de cette thune auto-nourrit l'industrie du nucléaire, puisqu'elle a permis de financer des projets nucléaires tels que Syndièse (porté par le CEA) à Saudron, les archives d'AREVA à Houdelaincourt, la plateforme de stockage de pièces de rechange pour les centrales à Saint-Dizier,.. Cette thune sert également à faire progresser concrètement CIGEO : on peut citer les réhabilitations et renforcements des ponts de Void-Vacon et Mauvages, en 2021, afin de permettre le trafic des camions pour les futurs chantiers.

Le logo du GIP se retrouve également sur les vitrines de boulangeries des deux départements, des musées qui ont bénéficié de ses fonds, sur les affiches des compagnies de théâtres et concerts de musique,.. mais aussi, le nucléaire n'étant jamais loin du militaire (surtout quand le sénateur de la Meuse s'appelle Gérard Longuet), le GIP finance d'importants projets militaristes tels que le campus Cockerill à Commercy, centre de formation aux armes lourdes (tourelles-canon) de militaires saoudiens ouvert en 2016..

Près de Bure, on retrouve les panneaux publicitaires du GIP dans le cadre de réfection de routes (avec trottoirs en granit, s'il vous plaît), la construction de lampadaires (aux couleurs de l'ANDRA à Bure), de logements, la création de salle des fêtes, de chauffage collectif, la réfection d'églises, la création de jeux pour enfants (de jolis toboggans aujourd'hui pour les irradié-es de demain).. Bref, là où l'argent public manque depuis des décennies, l'industrie du nucléaire se présente comme un sauveur des territoires « oubliés » par l'Etat.

Par les inscriptions « GIP = corruption » ; « argent sale du nucléaire » ; « ni GIP ni CIGEO » ; « achat des consciences » ; « certifié-e pro-nucléaire » ; « ANDRA dégage »,.. nous avons aussi souhaité rappeler à celles et ceux qui se rendent au labo (nucléocrates, sous-traitants, cars scolaires, visiteurs,..) que l'ANDRA, ses déchets et sa thune ne sont pas les bienvenues.

Que ce soit aujourd'hui à Bure avec le GIP, près de Montabot dans les années 2010 avec le PAP, à Chooz depuis les années 1980 (abonnements internet gratuits pour toustes, nouvelles salles de sport à proximité de la deuxième centrale,..), le nucléaire n'a jamais été démocratique et s'est toujours imposé en corrompant élu-es, entreprises locales et habitant-es à coup de liasses. Stratégie bien connue, notamment dans les départements ruraux les plus pauvres, afin de réduire les contestations, et ce avant même que les projets ne soient « acceptés ».

A coup de fric, de flics, de propagande (par exemple via les youtubeux financé-es par l'ANDRA pour faire leur pub), de promesses d'emploi et de consultations publiques fumeuses où tout est joué d'avance, le nucléaire s'est toujours imposé par la force aux populations.

A l'heure où le parc nucléaire français tend à se renouveler afin que se poursuive le capitalisme, il nous paraît nécessaire de dénoncer le caractère autoritaire de l'industrie de l'atome (pour laquelle le projet CIGEO prend une place stratégique) et les mécanismes qui l'accompagnent nécessairement.

La Meuse et la Haute-Marne ne sont pas à vendre !

Le panneau GIP de la Gare SNCF de Chaumont

Récemment, on s'est rendu compte que la gare SNCF de Chaumont avait retiré le fameux panneau du GIP qui était vissé au mur entre le quai, et le hall d'accueil.

Adieu, le panneau du GIP qui annonçait la bienvenue aux voyageu.x.es en arrivant dans la capitale haut-marnaise. adieu à toi, symbole hostile d'un territoire qui se nucléarise, et qui le montre avec mépris et arrogance !

Ce type de panneau – de 10*20cm environs, bien vissé à des murs, poteaux métalliques ou en bois, mais aussi tout à fait arrachable – est de ceux qu'on peut voir dans plein de rues et ruelles haut-marnaises depuis des années.. qui apparaissent tantôt.. qui disparaissent ailleurs..

Les projets en question ont déjà été financés par l'argent du nucléaire depuis des lustres, mais la seigneurie ANDRA et ses acolytes aiment laisser aux riverain.es la marque de leur passage.

Une sorte de signature, pour rappeler que c'est grâce au projet immonde et dévastateur de CIGEO que le GIP a pu financer en grande partie ce nouveau parking, cette réfection de lavoir, ces nouveaux lampadaires, cette nouvelle gendarmerie.. une manière d'acheter le silence et la résignation ? En tout cas, une façon bien dégueulasse de s'accaparer un territoire par la thune !

À ce qu'il paraît, c'est suite à l'envoi de courriers anonymes à près d'une dizaine de services municipaux et affiliés, concernés par cette publicité nauséabonde et humiliante, que ce panneau (et sûrement d'autres aux alentours ?) ont été retirés par la ville / ou par la gare SNCF – ou suite à un trop-plein de vandalisme de différentes manières.. ou p'têt tout ça cumulé.

Les courriers en question ?

simplement une lettre d'informations sur ce qu'est le GIP, depuis un article de l'an passé, agrémentée des photos de panneaux tagués dans la région ces derniers mois.

On est curieux.ses des discussions qui ont pu émerger à Chaumont, jusqu'au retrait du panneau, et aussi des autres.

Et on va suivre de près cette petite affaire qui nous tient à cœur.

Parce que la Meuse et la Haute-Marne ne sont pas à vendre, soyons inventif.ves face à l'achat des consciences opéré sournoisement par l'ANDRA ! Et que la chasse aux trophées continue ..!



Bruno Sido, président du GIP et du conseil départemental de Haute-Marne en 2016 : « J'ai toujours veillé à ce qu'on ne soit pas CIGEO-dépendants, c'est-à-dire que la haute-marne peut vivre sans ces 30 millions. Mais bien entendu, c'est un beau coup de pouce et cela nous aide à réaliser des projets plus rapidement. Sans le GIP, on aurait réalisé tous nos projets, mais on aurait mis dix ans de plus! »

l'invité

Bientôt trois ans : Grand entretien avec Patrice Torres, directeur industriel de l'ANDRA Meuse-Haute-Marne-Aube

Connaître mieux le grand homme, qui fait fleurir les contrées du barrois – et pas que.

- Salut Patrice, merci de nous accorder quelques instants dans cette interview pour mieux te cerner, toi qu'on a l'habitude de voir partout, sans jamais vraiment te connaître. Et pourtant, tu sais te faire entendre. Commence donc par te décrire en quelques mots : qu'est-ce que tu fais dans la vie ?

- Déjà, j'ai pas permis de me tutoyer. Ça c'était chez Mazoyer. Restez poli et je le serai aussi.

Dans la vie, Moi, je suis aveyronnais, ingénieur, leader, visionnaire et surtout visionnaire. Je vais souvent à la campagne, car je kiffe la chasse, le sport, les résidences secondaires et tertiaires.

Des fois, je vais dans le sud et des fois c'est plutôt Courchevel ou les Maldives. J'ai toujours aimé la surprise et la spontanéité. Et j'aime quand il fait le temps que j'aime bien.

Je suis venu m'installer en Champagne pour travailler, boire et manger mais en réalité je vis plutôt à Paris. C'est quand même mieux. Pour Moi.

Mais ... j'ai des responsabilités dans l'Est de la France. Moi. Après tout, c'est moi qui creuse 500 bornes de tunnels sous 5 villages lorrains et haut-marnais, pour y sécuriser tous les déchets radioactifs de l'armée et du parc électro-nucléaire français, et c'est moi qui en prends l'entière responsabilité.

- Parce que c'est vous qui creusez tout ça ?

- Moi, je creuse dans un sens plutôt spécial. Je creuse les esprits et les rapports sociaux restants dans ce pays de bouzeux. Les galeries de CIGEO, c'est plutôt d'autres personnes qui les creusent. Moi je m'occupe de la comm' et avec mon ami Emmanuel Hance, de l'achat des consciences monnaie payante, commune par commune et ferme par ferme. Il y a plein de choses à apprendre de l'histoire de la Meuse notamment. Si on est pas minutieux, il peut rester des tranchées cachées quand on est en guerre. Et ça, ça bousille tout.

- Vous vous trouvez en guerre ?

- Oui, bien-sûr. Pour CIGEO. Contre les fondamentalistes verts. Les extrêmes. Les écolo et les écoterroristes. Et aussi contre pas mal d'autres habitants. Mais ça, eux ne le réalisent pas vraiment. Nous disposons de grands moyens en accord avec les préfetures, et ça va barder. Ça va barder très bientôt, avec tous les moyens que l'industrie nucléaire a à sa disposition pour parvenir à ses fins. Cela inclut dans un premier temps quelques éléments démocratiques, mais concernant CIGEO, ces temps là sont révolus. Diplomacy is over.

- Très cher Patrice Torres, vous êtes le grand « boss Boss de l'ANDRA à Bure », comme en témoignait l'Est Républicain lors de votre arrivée au pouvoir en mai 2021. Quels étaient les temps forts de ces trois années ? Êtes-vous vraiment un « grand Boss » et comment vivez-vous l'utilisation d'un terme aussi mafieux ?

- Ben moi, ça me plaît. On m'appelle le « grand Boss », parce que je suis le « grand Boss », voilà tout. Vous voulez rester un petit journaliste toute votre vie, vous? Moi, je dirige quand même le plus grand projet industriel européen, pour une des plus grosses entreprises publiques nationales

- Vous avez 45 ans. Est-ce que c'est le plus bel âge de votre vie ?

- Je suis certainement dans une bonne phase. Je dirige maintenant les deux grosses poubelles de l'état le plus nucléarisé au monde. Imaginez vous ça. Il s'agit, pour vous expliquer, d'une économie au potentiel de croissance des plus résilientes et j'en profite bien. Les déchets sont une mine d'or pour vulgariser mon propos. Et comme toujours dans l'histoire, il y en a qui ont un pistolet chargé, et d'autres qui creusent.

- N'est-ce pas une rationalisation de vous faire gérer les centres de déchets de l'Aube et de Bure en même temps ?

L'État nucléaire est-il fauché ou le but est-il de donner plus de pouvoir à moins de personnes ?

- Vous en posez des drôles de questions. Le truc, c'est que l'État nucléaire c'est vous tous et toutes. La république jouit du pouvoir centraliste et l'État a décidé de relancer le nucléaire avec tous vos moyens. EDF est nationalisé, les instances de surveillance et de sécurité du nucléaire ont été rationalisées et rétrécies, une partie de la gestion des centrales passe peu à peu au privé, mais de notre perspective le nuke reste booming business.

- Patron, Patrice, euh.. pardon, Monsieur Torres. Grand Manitou des déchets radioactifs. C'est quoi votre repas favori?

- Mon cuisto fait de tout, c'est toujours bon et local et bio et sain. En vrai localement, je trouve que les gens mangent mal. Mais tout le monde a ce qu'il mérite. Les gens sont démunis parce que ce sont des fainéants qui passent leur temps à payer les crédits de leurs boîtes – agricoles ou autres – ou à chômer. On a donné le choix aux gens de jouer le jeu, mais il y a des irréductibles bornés. Avec le GIP et notre emprise sur le foncier agricole, l'immobilier et les forêts, on les tient bien par le cou. Les temps vont changer prochainement, pour ceux qui ne veulent pas collaborer. Et ça va faire mal.

- Qu'insinuez-vous par là ?

- Ben vous êtes mal informé dis-donc. L'heure des expropriations a sonné. On va leur mettre le pâté lorrain... ou disons mieux, on va leur faire avaler tout ce qui vient. On va encore lancer un peu de poudre aux yeux avec des petits formats participatifs, comme le groupe de riverains de suivi de CIGEO ; on va verser un peu d'indemnisation pour une partie des terres qu'on va leur piquer, et on va bientôt pouvoir tout détruire. Enfin, on va réaliser le plus grand chantier robotisé jamais conçu ! En passant, ce sera aussi le chantier le plus cher et le plus long : de la région il ne restera rien, en tous cas sur le plan humain. Mais les gens ont bien profité de notre présence et maintenant l'heure du sacrifice a de nouveau sonné. Les expropriations vont s'enclencher dès à présent, ceux qui n'ont pas voulu être raisonnables vont en payer les frais. Il est temps de partir maintenant, c'est la dernière sommation.

- Merci Patrice Torres pour cet agréable moment.



L'esprit sorcier

Dans le nucléaire tout se finance. Les flics, les médias de masse, les youtubeur.euses, la population. Le mot corruption n'existe pas en France, on parle de partenariat, et l'ANDRA se défend toujours que ces partenariats n'influencent pas la libre information. Ainsi une personne que l'ANDRA est allée chercher, que l'ANDRA finance, dont ses sources d'information sont l'ANDRA, et qui communique directement dans le journal de l'ANDRA est une personne objective.

La définition de la transparence c'est faire venir des communiquant.es dans un environnement complètement artificiel, construit par l'ANDRA pour la communication, et leur donner le droit de filmer ce qu'ils souhaitent dans cet environnement. La définition de l'exhaustivité c'est écouter intégralement un son de cloche d'un groupe qui cumule les conflits d'intérêt. Diffuser de la propagande à 300 000 exemplaires tous les trimestres c'est faire « un journal d'information ».

Comme l'ANDRA galère à construire ses dossiers, elle passe beaucoup de temps et d'argent pour aller chercher des youtubeur.euses qui ont beaucoup de vues. Elle cherche aussi à multiplier les tons et les univers. En 2020, elle est allée chercher Fred de l'esprit sorcier pour se donner une bonne image (oui oui Fred qui fut à *C'est pas sorcier*).

Bon rien de nouveau dans le monde capitaliste en terme de méthode, on souhaitait partager une partie de l'interview du Journal de l'ANDRA n°35 (printemps 2020 édition Aube), car c'est tout de même très drôle à quel point le monde de la communication se fout de nous :



Antoine Chereau

dessinateur officiel du journal de l'ANDRA. Fort d'une riche expérience au service des multinationales, dans des domaines très différents, il s'est distingué, sans aucune éthique, à la fois en presse, en télévision et au sein de nombreuses entreprises telles que Apple, ORPI, Renault, Nestlé, France Télévisions, GRDF, Crédit Agricole,

Cegetel, AXA, BNP Paribas, la Poste, Nexity, EDF, Carrefour, Maif, CFDT, Groupe Casino, GDF Suez, Orange, Michelin, Randstad, RTE, Allocations familiales, Bouygues, Engie, TF1, TOTAL, Sodexo, Securitas,...

Il se dit qu'Antoine Chereau aurait reçu en 2024 une cinquantaine de mails quotidiens contenant des dessins contre CIGEO... histoire de lui donner une autre vision sur le projet.



Pour lui faire coucou :
antoinechereau.cartoonist@gmail.com

« [Journal de l'ANDRA] Il s'agit d'un partenariat rémunéré avec l'ANDRA. Ne craignez vous pas qu'on doute de votre objectivité?

– [fred]: Pas du tout. Nous choisissons nos partenaires en toute transparence, car il en va de notre crédibilité! Nous sommes là pour expliquer comment les choses fonctionnent afin de permettre aux gens de se faire leur opinion. Et c'est aussi ce que recherche l'ANDRA. On nous a d'ailleurs laissé filmer et monter ce qu'on voulait. Je me suis senti très à l'aise. En revanche l'ANDRA est très pointilleuse sur l'information scientifique. Leurs équipes ont le souci de l'exhaustivité! »

Petit bonus, dont on sait pas s'il sert à montrer à quel point la France est à la pointe dans sa sérieuxité de la gestion des déchets nucléaires ou si ça a pour vocation d'accompagner le lobbying que font régulièrement les nucléocrates en France pour utiliser certains déchets nucléaires dans notre environnement. Selon elleux il faudrait des bâtiments, routes et autres structures radioactives.

« [Journal de l'ANDRA] Avez vous découvert des choses que vous ignorez?

– [fred] Justement, la question de la gestion des déchets de très faible activité a retenu mon attention. A l'étranger, cette catégorie de déchets n'existe pas. Les TFA (très faible activité) sont « recyclés » dans des projets de construction par exemple. La France au contraire, a fait le choix de créer un centre dédié à ces déchets. »

Troyes Aube Radio est une radio locale associative (FM 94.4) qui a été lancée en janvier 2021 par des passionnés de radio et d'actualité auboise. Elle est composée d'ancien.nes salarié.es de l'antenne Aube/Haute-Marne de Radios Chrétiennes en France, alors fermée en 2020. Les studios sont situés à Rosières-près-Troyes dans le secteur de la Technopole de l'Aube en Champagne. L'équipe est composée d'un salarié animateur-réalisateur-technicien, d'une jeune en service civique et d'une dizaine de bénévoles. Troyes Aube Radio divertit les aubois avec de la musique, les informe et met en valeur les initiatives pour le développement de l'Aube dans de nombreux domaines : social, culture, jeunesse, santé, économie, tourisme, environnement, sport... Et parmi les partenaires de la radio, on pourra peut-être s'étonner d'y trouver la police nationale (!) entre l'ANDRA, une pâtisserie, et la ville de Troyes...

Parce que oui, depuis maintenant 3 ans, la radio anime l'émission de vulgarisation scientifique « *Autres regards avec l'ANDRA* », tous les 4ème mardi du mois à 18h, ainsi que le mercredi de la même semaine à 9h & 12h30 ! De quoi laisser la part belle à la propagande radiophonique à l'équipe de Torres !



Au pied du labo, il y a sept ans. Devinez la conversation de la cavalerie.

La réponse ci-dessous :

Commandant : Au travail, peloton ! Fini de ricaner !
Philippe : Vas-y, steup patron. Encore une petite.
Bernard : J'en ai trop marre des lacrymos contre le vent.
Gerard : L'ANDRA te dit quoi faire, tu fais.
Pierre-Yves : Fuck off !

LES **BURELLESQUES** 4^e édition

FESTIVAL
DE
RÉSISTANCE
À CIGÉO
PROJET
DE
POUBELLE
NUCLÉAIRE



16 * 17 * 18 A OÛT

St AMAND-SUR-ORNAIN (MEUSE)

spectacles * concerts * conférences * débats
projections * stands infos * restauration
espace enfants * ateliers * buvette * camping